

# IDF Expertise & Conseil



## **Solidarités International**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 50, rue Klock - 92110 Clichy

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association Solidarités International, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## 1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « XIII – Engagements hors bilan » qui présente d'une part l'approche adoptée en matière de programmes non intégralement co-financés et d'autre part le traitement comptable retenu en ce qui concerne le risque d'inéligibilité des dépenses lié à l'expulsion de l'association en 2009 du Soudan.

## 2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre Association comptabilise des fonds dédiés, conformément au plan comptable associatif. La partie « VI – Fonds dédiés » de l'annexe présente les mouvements intervenus sur les fonds dédiés au cours de l'exercice. Nous nous sommes notamment assurés, sur la base de la documentation juridique obtenue et des contrôles par sondages des dépenses réalisés, de la correcte détermination des fonds dédiés à la clôture de l'exercice.
- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note XIV de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC 2008-12 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

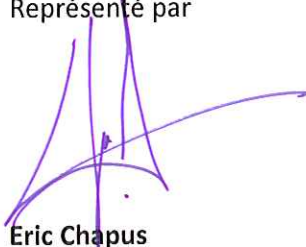
## 3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 10 juin 2011

**IDF Expertise & Conseil**  
Représenté par



Eric Chapus

		Valeur au 31 / 12 / 2010			31/12/2009
ACTIF		Valeur brute	Amortissement & provision	Valeur nette	Valeur nette
	ACTIF IMMOBILISE	<i>Immobilisations incorporelles</i>	151 744	132 492	19 252
Frais d'établissement					
Logiciels		151 744	132 492	19 252	27 748
Autres					
<i>Immobilisations corporelles</i>		504 072	354 882	149 190	184 780
Terrains					
Constructions					
Agencements installations		189 414	62 158	127 256	144 141
Equipements techniques					
Matériel et mobilier		152 536	130 602	21 934	40 639
Matériel de transport		162 122	162 122	0	0
Autres					
En cours					
<i>Immobilisations financières</i>		154 244	0	154 244	139 732
Participations		34 624		34 624	34 624
Prêts					
Intérêts courus non échus		2 281		2 281	2 220
Dépôts et cautionnements		117 339		117 339	102 888
<i>Total actif immobilisé</i>		810 060	487 374	322 686	352 260
ACTIF CIRCULANT	<i>Stocks et en cours</i>	121 860	0	121 860	45 937
	Matières premières				
	Approvisionnements	121 860		121 860	45 937
	En cours de production de biens ou de services				
	Marchandises				
	<i>Fournisseurs débiteurs immobilisations</i>				
	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations				
	<i>Créances et comptes rattachés</i>	23 876 628	0	23 876 628	16 818 250
	Baillleurs - débiteurs divers	22 844 256		22 844 256	16 491 343
	Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	73 434		73 434	29 899
	Fournisseurs débiteurs	945		945	718
	Fournisseurs RRR et autres avoirs	26 200		26 200	91 464
	Autres débiteurs	931 793		931 793	204 827
	<i>Disponibilités</i>	4 286 893	0	4 286 893	4 037 223
	Placements : valeurs mobilières et autres	1 998		1 998	1 998
	Disponibilités	4 284 895		4 284 895	4 035 226
	Virements internes			0	0
	Placements				
	Intérêts courus non échus				
COMPTES ET REGULARISATION	Charges constatées d'avance	158 836		158 836	133 738
	Etat-Produit à recevoir			0	0
	Autres Produits à recevoir	5 570		5 570	113
	Autres comptes à régulariser			0	0
	Différences de conversion Actif	71 332		71 332	176 841
	<i>Total actif circulant et assimilés</i>	235 739	0	235 739	310 692
	<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>				
	<i>Primes remboursement obligations</i>				
	<i>Intérêts d'emprunt à étaler</i>				
	<i>Total de l'actif</i>	29 331 180	487 374	28 843 805	21 564 363

	PASSIF	31/12/2010	31/12/2009	
FONDS PROPRES ET ASSIMILES	<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>			
	<b>FONDS PROPRES (fonds associatifs sans droit de reprise)</b>	1 377 063	1 300 568	
	Valeur du patrimoine intégré			
	Fonds statutaires			
	Apports sans droit de reprise			
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés			
	Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables			
	Écarts de réévaluation			
	Sur biens sans droit de reprise			
	Sur biens avec droit de reprise			
	Report à nouveau	1 300 568	1 456 803	
	Résultat	76 495	-156 236	
	Réserves			
	Indisponibles			
	Statutaires ou contractuelles			
	Réglementées			
	Autre(dont projet associatif)			
	<b>AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (Fonds associatifs avec droit de reprise)</b>			
	Apports avec droit de reprise			
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis d'une obligation ou d'une condition			
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
	Droit des propriétaires (commodat)			
	<b>TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES</b>			
	AMTS	<b>AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES</b>	375	374,86
	PROVISIONS	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	405 007	292 459
Pour risques et charges		381 050	284 724	
Pour risques de change		23 956	7 736	
FONDS DEDIES	<b>FONDS DEDIES</b>	23 615 704	17 154 899	
	Sur subventions de fonctionnement	23 615 704	17 154 899	
	Sur dons manuels affectés			
	Sur autre ressources			
DETTES	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES D'INVESTISSEMENT</b>			
	Capital emprunté			
	Intérêts courus non échus			
	<b>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES DE TRESORERIE</b>	600 250	468 120	
	Banques	600 250	468 120	
	Capital emprunté			
	Intérêts courus non échus			
	<b>AUTRES DETTES</b>	2 611 450	2 172 232	
	Avances reçues et Bailleurs créditeurs	301 237	57 956	
	Fournisseurs et comptes rattachés	591 051	1 383 164	
	Dettes relatives au personnel et impôts	972 759	731 112	
	Dettes immobilisations et comptes rattachés			
	Dépôts usagers			
Autres dettes - Programmes à réaliser	746 402			
COMPTES DE REGULARISATION	<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>			
	<b>TOTAL DETTES ET ASSIMILES</b>	233 958	175 711	
	Différence de conversion Passif	233 958	175 711	
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>			
Legs nets à réaliser				
Accepés par les organes statutairement compétents				
Autorisés par l'organes de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	28 843 805	21 564 363	

CHARGES INTITULES	31/12/2010	31/12/2009	PRODUITS INTITULES	31/12/2010	31/12/2009
<b>COUTS DE PERSONNEL</b>			<b>PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE</b> (avec détail des rubriques spécifiques)		
Appointements bruts	11 501 556	9 677 577	Cotisations	2 780	2 180
Indemnités diverses insertion professionnelle			Dons	3 796 400	3 211 580
Charges sociales	2 165 818	2 174 465	Legs et donations	66 952	51 984
Charges fiscales & assimilées	280 254	237 854	Ventes diverses (calendriers autres...)		
Indemn. journalières. Formation continue			Subventions de fonctionnement	42 917 172	27 616 926
Autre coûts	1 269 682	1 426 847	Produits liés à des financements réglementaires		
<b>TOTAL COUTS DE PERSONNEL</b>	<b>15 217 311</b>	<b>13 516 743</b>	Ventes de dons en nature		
Variation de stock de matières consommables	-82 222	57 573	<b>TOTAL PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE</b>	<b>46 783 304</b>	<b>30 882 670</b>
Alimentation			Prestations aux usagers		
Combustibles & énergie	243 522	184 211	Prestations aux tiers		
Carburant & fournitures garage	756 896	748 159	Production d'immobilisations		
Fournitures & Etudes pour Evenementiel / Campagne Collecte	1 331 572	1 237 409	Produits d'activité annexe Terrain	1 062	4 483
Fournitures atelier entretien	1 267 437	956 905	Subvention d'exploitation	33 370	17 917
Fournitures administratives	274 757	218 960	Reprises sur provisions	23 800	533 186
Fourniture d'équipement durable Bailleurs	881 976	971 092	Reprises sur amortissements		
Fournitures vie sociale			Transferts de charges	2 602	448
<b>CONSOUMMATIONS</b>	<b>4 673 937</b>	<b>4 374 310</b>	Autres produits	296	934
Sous-traitance					
Crédit-bail	12 755	13 483			
Locations & charges locatives	3 098 511	2 699 772			
Entretien & réparations extérieurs					
Contrats d'entretien	27 585	31 765			
Entretien & réparation matériel de transport & divers	388 925	257 233			
Primes d'assurances	210 225	170 035			
Etudes, cotisations, documentations	13 099	21 216			
Personnel extérieur					
Honoraires et divers	405 611	388 305			
Information, publicité	127 414	112 926			
Transports	867 907	771 874			
Déplacements, missions, réceptions	2 326 595	2 020 593			
Frais PTT	1 107 022	1 149 653			
Service bancaires	258 687	218 031			
Divers	17 751	10 868			
Autres impôts	173 108	153 257			
<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>9 035 195</b>	<b>8 019 009</b>			
Aides: achats - Assitances	11 302 574	9 556 600			
Quote-part des services gérés en comun					
Subventions internes de fonctionnement					
Dépenses inéligibles	32	86 162			
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements :					
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	56 000	63 668			
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations					
Dotations aux provisions	120 126	148 966			
Pertes sur créances irrécouvrables					
Autres charges de gestion courante divers	14	87			
<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>11 478 746</b>	<b>9 855 483</b>	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>61 130</b>	<b>556 968</b>
Engagements à réaliser sur ressources affectées	19 448 229	13 871 074	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	13 099 198	18 620 289
<b>TOTAL CHARGES COURANTES NON FINANCIERES</b>	<b>59 853 419</b>	<b>49 636 619</b>	<b>TOTAL PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS</b>	<b>59 943 632</b>	<b>50 059 926</b>
<b>RESULTAT COURANT NON FINANCIER NEGATIF</b>			<b>RESULTAT COURANT NON FINANCIER POSITIF</b>	<b>90 213</b>	<b>423 308</b>
<b>Charges financières :</b>			<b>Produits financiers :</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	23 956	7 736	De participation		
Intérêts et charges assimilées	21 934	40 089	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	73	72
Différences négatives de change	982 143	1 522 868	Autres intérêts et produits assimilés	1 249	368
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	7 736	257 553
Autres charges financières			Différences positives de change	1 066 062	794 449
			Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>	<b>1 028 033</b>	<b>1 570 692</b>	<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>1 075 119</b>	<b>1 052 442</b>
<b>RESULTAT FINANCIER NEGATIF (CHARGES &gt; PRODUITS)</b>	<b>47 086</b>	<b>-518 251</b>	<b>RESULTAT FINANCIER POSITIF (PRODUITS &gt; CHARGES)</b>		
<b>RESULTAT COURANT NEGATIF</b>	<b>137 299</b>	<b>-94 943</b>	<b>RESULTAT COURANT POSITIF</b>		
<b>Charges exceptionnelles :</b>			<b>Produits exceptionnels :</b>		
Créances irrécouvrables			Reprise sur provisions pour créances douteuses		
charges sur exercices antérieurs	1 111		Produits sur exercices antérieurs	21 562	
Autre charges exceptionnelles	126 276	85 404	Autres produits exceptionnels	28 122	18 790
Pénalités - amendes fiscales et sociales			Produits de cession des immobilisations		
Dotations excep; amortissements et provisions			Produits de cession équipements durables	16 899	5 321
Dotations fonds de trésorerie					
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>127 386</b>	<b>85 404</b>	<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>66 583</b>	<b>24 111</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL NEGATIF (CHARGES &gt; PRODUITS)</b>	<b>-60 804</b>	<b>-61 293</b>	<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL POSITIF (PRODUITS &gt; CHARGES)</b>		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>61 008 839</b>	<b>51 292 715</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>61 085 333</b>	<b>51 136 479</b>
Excédent de fonctionnement	76 495		Déficit de fonctionnement		156 236
<b>TOTAUX</b>	<b>61 085 333</b>	<b>51 292 715</b>	<b>TOTAUX</b>	<b>61 085 333</b>	<b>51 292 715</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature	4 230 880	5 133 797	Dons en nature	4 230 880	5 133 797
Mise à disposition gratuite de biens et services	75 455	131 165	Prestations en nature	75 455	131 165
Personnel benevole			Bénévolat		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>65 391 668</b>	<b>56 557 677</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>65 391 668</b>	<b>56 557 677</b>

## ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

### 1. FAITS MARQUANTS

L'année 2010 a marqué un changement de cap aussi bien opérationnel qu'organisationnel pour l'association.

Comme en 2009, l'année a commencé avec une crise nécessitant une forte mobilisation des équipes. Trois ans après le départ de l'équipe SOLIDARITES INTERNATIONAL d'Haïti, nous sommes retournés porter secours aux victimes du tremblement de terre en Haïti le 12 janvier 2010. L'ampleur de la catastrophe rappelle le tsunami de 2004 en Asie et les mêmes mesures de suivi financier et de fonds affectés ont été mises en place pour cette nouvelle mission Haïti. L'effet multiplicateur des ressources collectées auprès du public s'est produit à nouveau : les fonds d'une valeur de 439K Euros collectés auprès du grand public ont permis l'arrivée des équipes et la mise en œuvre des premières actions pour ensuite obtenir le financement institutionnel et privé de projets d'une valeur de 9,4M Euros. Un Euro de la générosité publique arrive à mobiliser plus de 20 Euros auprès des institutions et des organismes privés.

Une deuxième réponse à une catastrophe naturelle a eu lieu en août 2010 suite aux inondations au Pakistan. La mission s'est étoffée rapidement pour mettre en œuvre des projets d'urgence dans la région du Sindh. Au contraire d'Haïti, le grand public n'a pas répondu présent à la catastrophe au Pakistan mais les financements institutionnels étaient significatifs.

En conséquence de la croissance rapide de ces deux missions, le volume de nouvelles ressources institutionnelles est le plus important depuis la création de SOLIDARITES INTERNATIONAL à 42,1M Euros par rapport 27,5M Euros en 2009 et 34,4M Euros en 2008. Le volume d'activité augmente aussi et passe de 36,5 M Euros en 2009 à 40,5M Euros en 2010, soit 11%.

En Afghanistan, les nouvelles interventions dans les campements autour de Kaboul et dans la province de Samangan ont contribué à la croissance de 88% par rapport à l'année 2009. Les missions en RDC gardent un volume financier stable entre 2009 et 2010 et représentent 41% des missions à l'international. Au total, l'activité des missions à l'international augmente de 11% hors contributions en nature. Avec le départ du Burundi en fin d'année 2010, SOLIDARITES INTERNATIONAL comptait 17 missions opérationnelles en 15 pays au 31 décembre 2010.

Les contributions des entreprises et d'autres organisations privées augmentent de manière significative en 2010. Il s'agit en partie d'une mobilisation en réponse des événements en Haïti et au Pakistan mais aussi d'une tendance croissante de travail en consortia. L'ONG « lead » contracte avec le bailleur institutionnel et ensuite une convention lie cette ONG avec les autres ONG membres du consortium.

La collecte de fonds augmente de 8% par rapport à l'année 2009 mais avec la particularité en 2010 des dons affectés à la catastrophe en Haïti. Les 439K Euros affectés représentent 13% des ressources collectées auprès du grand public en 2010.

En passant le cap des 30 ans d'aide humanitaire en 2010, une Assemblée Générale Extraordinaire en janvier 2010 a voté une nouvelle identité visuelle : SOLIDARITES devenait SOLIDARITES INTERNATIONAL avec un nouveau logo : le fruit d'un travail avec l'agence BDDP & Fils. Ce mécénat de compétences créatif était également à l'origine de l'événement « fontaine d'eau » place Palais Royal au moment de la journée mondiale de l'eau en mars 2010.

L'année 2010 a été une année de transition au siège. Le besoin de renforcement de l'organisation, commencé en 2009, a été confirmé par les premiers résultats d'un exercice stratégique et le recrutement de 3 nouveaux directeurs a été lancé au deuxième semestre. Ces recrutements rajoutés aux autres nouveaux postes et à l'impact sur 12 mois des actions entreprises en 2009 participent à l'augmentation de 9,6% des frais de siège et du support aux opérations en 2010 par rapport à 2009.

En 2009, l'effet change a été légèrement positif pour SOLIDARITES INTERNATIONAL au contraire de l'impact très négatif dans les comptes 2009. Le résultat excédentaire de 76K Euros couvre une partie du déficit de l'année 2009 et les fonds associatifs s'établissent à 1,4 million d'euros au 31/12/2010.

## 2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### I - METHODES RETENUES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes:

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Les comptes sont présentés conformément aux dispositions du plan comptable des associations, homologué par règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°99-01 du 8 avril 1999.

### II - IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur supérieure à 500 euros sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations corporelles sont constituées majoritairement d'achats de véhicules, de radios et de matériel informatique destinés aux actions humanitaires.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels acquis et de licences.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur localisation et de leur nature suivant le tableau ci-après:

<i>Localisation du bien</i>	<i>Nature du bien</i>	<i>Durée d'amortissement</i>	<i>Mode d'amortissement</i>
Siège	Logiciel standard	1 an	Exceptionnel
Siège	Adaptations logicielles	3 ans	Linéaire
Siège	Matériel de bureau et informatique fixe	4 ans	Linéaire
Siège	Matériel informatique portable	3 ans	Linéaire
Siège	Agencements	10 ans	Linéaire
Terrains	Matériel de bureau et informatique	1 an	Linéaire
Terrains	Matériel de transport	1 an à 3 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel de structure	1 an à 2 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel Programme	1 an à 3 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel de Télécommunications	1 an à 2 ans*	Linéaire

\* La durée d'amortissement varie selon le type de matériel ou véhicule.

Les taux d'amortissement des immobilisations sur les missions varient selon le type de matériel ou véhicule immobilisé.



### III - STOCKS

Les stocks sont constitués de :

- 1 - Fournitures consommables liées à l'activité de la communication et de la collecte, évaluées selon la méthode FIFO («First In, First Out» - Premier entré, Premier sorti)
- 2 – Matériel informatique acheté en lot et envoyé sur le terrain sur BCI (bon de commande interne). Il est évalué selon cette même méthode FIFO.

### IV - CREANCES

Les créances sont décomposées en trois sous-ensembles :

- Créances sur Contrats Bailleurs
- Créances Fournisseurs
- Créances Sociales (Personnel et caisses sociales)

Ces créances sont enregistrées pour leur valeur nominale. L'ensemble de ces créances est à moins d'un an.

Sur certaines créances devenues douteuses, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la probabilité de non recouvrement de créances est quasi avérée.

Les créances en devises sont ajustées en fonction des taux *infoeuro* de décembre 2010, par le biais d'une comptabilisation d'un écart de conversion actif ou passif.

Les créances cédées aux banques en garantie des découverts accordés, dans le cadre la loi Dailly, sont maintenues dans le poste « Bailleurs – Débiteurs divers » (2,1 M€ au 31 décembre 2010).

### V – LIQUIDITES ET EXIGIBILITES IMMEDIATES EN DEVISES

A Paris, le pool bancaire de l'association fournit les moyens financiers complémentaires pour financer les activités des missions avant que les bailleurs institutionnels ne remboursent l'association. Ce pool a fait l'objet d'un avenant pour faire rentrer la CDC (Caisse des Dépôts et Consignations) début 2005. Selon ce nouvel accord, l'ouverture de crédit est consentie à SOLIDARITES INTERNATIONAL par les banques comme suivant :

- La BNP Paribas accorde un crédit en USD ou en euros à hauteur de la contre-valeur de 675 000 €.
- Le Crédit Lyonnais accorde une ligne en euros à hauteur de 540 000 € et, sur le compte en devise USD, à hauteur de 135 000 €.
- Le Crédit coopératif accorde une ligne euros à hauteur de 400 000 €.
- La Caisse des Dépôts et Consignations accorde une ligne dollars à hauteur de la contre valeur de 245 000 €.

Les comptes bancaires et caisses en devises sont convertis en euro au taux de fin d'exercice (taux *infoeuro* 2010).

### VI – LES FONDS DEDIES

*Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC.*

FONDS DEDIES PAR PAYS	Début 2010	R.A.N.U. de l'exercice (1) 7894	Consommation des R.A.N.U des exercices antérieurs (2) 6894	ECP 476000 2009	ECP 477000 2009	ECA 476000 2010	ECP 477000 2010	Fin 2010
010 -Fonds dédiés AFGHANISTAN	2 619 900	-1 527 216	2 497 497					3 590 181
060 -Fonds dédiés BURUNDI	378 335	-378 335						
120 -Fonds dédiés RDC NORD KIVU (Goma)	1 801 544	-1 672 278	743 431					872 696
121 -Fonds dédiés RDC NE - ITURI (Bunia)	788 199	-788 199	1 007 827					1 007 827
125 -Fonds dédiés RDC SUD EST	1 661 646	-1 142 659	1 034 606					1 553 594
150 -Fonds dédiés COTE D'IVOIRE	1 259 863	-1 229 507	47 014					77 370
180 -Fonds dédiés LIBERIA	1 249 815	-728 311	271 045					792 548
210 -Fonds dédiés HAITI			5 587 441					5 587 441
250 -Fonds dédiés PAKISTAN			3 098 128					3 098 128
260 -Fonds dédiés KENYA-SOMALIE	3 313 990	-2 685 201	2 182 890					2 811 679
280 -Fonds dédiés THAILANDE	1 044 067	-586 401	297 784					755 450
290 -Fonds dédiés SUD SOUDAN	341 105	-341 105	162 267					162 267
300 -Fonds dédiés R.C.A.	1 251 946	-744 121	1 274 754					1 782 579
320 -Fonds dédiés BANGLADESH	403 083	-127 798	322 799					598 084
330 -Fonds dédiés TCHAD	252 027	-189 512	595 424					657 939
340 -Fonds dédiés BIRMANIE	408 636	-408 636						
350 -Fonds dédiés ZIMBABWE	380 802	-380 802	267 922					267 922
<b>TOTAL</b>	<b>17 154 958</b>	<b>-12 930 082</b>	<b>19 390 827</b>					<b>23 615 704</b>
<b>Complément fonds dédiés liés au change ECP</b>								
010 -Fonds dédiés AFGHANISTAN		-213			213			
060 -Fonds dédiés BURUNDI	-60				60			
120 -Fonds dédiés RDC NORD KIVU (Goma)		-99 767	14 226		99 767		14 226	0
121 -Fonds dédiés RDC NE - ITURI (Bunia)		-21 684	17 785		21 684		17 785	
125 -Fonds dédiés RDC SUD EST		-15 800			15 800			
150 -Fonds dédiés COTE D'IVOIRE								
180 -Fonds dédiés LIBERIA		-6 983			6 983			
210 -Fonds dédiés HAITI								
250 -Fonds dédiés PAKISTAN			5 277				5 277	
260 -Fonds dédiés KENYA-SOMALIE		-23 752			23 752			
280 -Fonds dédiés THAILANDE			18 323				18 323	
290 -Fonds dédiés SUD SOUDAN			203				203	
300 -Fonds dédiés R.C.A.		-695			695			
320 -Fonds dédiés BANGLADESH			1 589				1 589	
330 -Fonds dédiés TCHAD								
340 -Fonds dédiés BIRMANIE		-223			223			
350 -Fonds dédiés ZIMBABWE								
<b>TOTAL</b>	<b>-60</b>	<b>-169 116</b>	<b>57 402</b>		<b>169 176</b>		<b>57 402</b>	<b>0</b>
<b>Ecart de conversion Passif - Variation</b>								
<b>TOTAL</b>	<b>17 154 898</b>	<b>-13 099 198</b>	<b>19 448 229</b>		<b>169 176</b>		<b>57 402</b>	<b>23 615 704</b>

La majeure partie des subventions sont comptabilisées pour leur valeur contractuelle à la date de la signature du contrat et font l'objet, dans la mesure où le projet est pluriannuel, d'une comptabilisation d'un fonds dédié à la date du 31/12 de chaque année.

Depuis l'exercice 2007, les fonds dédiés résultant de contrats bailleurs en devises étrangères sont calculés suivant cette devise et valorisés au taux de change de clôture.

De plus, pour permettre une meilleure lecture des pertes et gains de change liés au reporting en devises étrangères, il est convenu de comptabiliser en «Différences de conversion actif et passif» (comptes 476 et 477) la variation des fonds dédiés en devises au 31/12.

Une provision pour risque de change est calculée par compensation entre la différence de conversion Actif et Passif, analysée globalement par devise. Au 31.12.10, la provision s'élève à 23.956 euros, contre 7.736 euros au 31.12.09

Par ailleurs, il a été procédé à un reclassement en résultat financier des économies réalisées sur les dépenses programmes compte tenu de l'évolution des cours des devises par rapport au cours d'origine des subventions. Ce reclassement s'est traduit par une diminution des charges programmes de 316 038 €, en contrepartie de produits financiers pour un montant de 132 299 € et 448 337 € en charges financières.

## VII - PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Un montant de 405 006 Euros est inscrit au bilan.

Il comprend des provisions pour litiges pour 381 050 euros (principalement des risques fiscaux liés aux personnels expatriés et des risques d'inéligibilité de dépenses dans le cadre d'audits bailleurs) et une provision sur risque de pertes de change sur les créances et les dettes pour 23 956 euros.

Par ailleurs, lorsque que des pertes à terminaison sont attendues sur des programmes en cours à la clôture de l'exercice, ces dernières font l'objet d'un provisionnement intégral au 31 décembre.

## VIII – DETTES

Les dettes sont décomposées en cinq sous-ensembles:

- Dettes fournisseurs et comptes rattachées
- Dettes fiscales et sociales
- Subvention à affecter
- Avances reçues des Bailleurs et comptes Bailleur créditeurs
- Autres dettes – dont partenariat

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an.

Les dettes en devises sont ajustées en fonction des taux *inforeuro* de décembre 2010.

## IX - DEPENSES POUR LES MISSIONS

Les dépenses effectuées pour les missions sont engagées soit:

- par le siège, pour le compte des missions,
- par les missions elles-mêmes

Les dépenses engagées par le siège sont prises en compte lors de la facturation du bien ou de la prestation de service.

Les dépenses pour les missions sont comptabilisées dans la majeure partie des cas à la date de leur paiement. Il se peut toutefois que les missions engagent des dépenses lors de la livraison du bien, ou lors de la réalisation effective de la prestation.

## X - PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

Le modèle de compte de résultat adopté par SOLIDARITES INTERNATIONAL est conforme au règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Le compte d'emploi des ressources complète la lecture de l'utilisation des fonds confiés à SOLIDARITES INTERNATIONAL.

## XI - EFFECTIFS

Au 31/12/2010, les effectifs s'élèvent 171 salariés (équivalent temps plein).

## XII - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur. Le détail des conventions réglementées est présenté dans le rapport spécial du Commissaire aux Comptes.

## XIII - ENGAGEMENT HORS BILAN

L'Association SOLIDARITES INTERNATIONAL s'est constituée caution limitée envers la SCI DOLPHI à hauteur de 102 000 € au titre de la location des bureaux de Clichy (92110), 50 rue KLOCK.

Compte tenu d'un turnover important et de la faible ancienneté des salariés, SOLIDARITES INTERNATIONAL a estimé l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite uniquement pour les salariés ayant le plus d'ancienneté. Cette indemnité a été estimée à 28 K Euros. Ce montant ne fait pas l'objet de provision au niveau des comptes de l'Association.

Par ailleurs, les Droits Individuels à la Formation font l'objet d'une information individuelle auprès des salariés.

Selon les modalités d'escompte (Loi Dailly) accordées par le pool bancaire à Paris, le montant des créances cédées au 31 décembre 2010 s'élève à 2.096.723 Euros. Ce total ouvre le droit à l'utilisation de la ligne de crédit à hauteur de 1.740K Euros, soit 83% des créances cédées et 87% du plafond autorisé.

Dans le cadre de certains projets d'aide humanitaire, le bailleur de fonds exige un partage du financement, soit avec un autre bailleur de fonds institutionnels soit avec des fonds privés. A la signature du contrat, SOLIDARITES INTERNATIONAL s'engage à mener à bien le projet et de trouver le pourcentage de cofinancement requis. Au 31/12/2010, SOLIDARITES INTERNATIONAL s'est engagé sur un projet, en Afghanistan, avec un montant total de cofinancement restant à trouver de 45 550 Euros. Le contrat concerné se clôturant en 2014, ce montant n'a fait l'objet d'aucune dotation aux provisions pour risque et charge sur l'année 2010.

A ce titre il est rappelé que depuis l'exercice 2009, l'association provisionne de façon systématique, par l'intermédiaire des fonds dédiés comptabilisés, les co-financements qu'elle estime probables de ne être en mesure de trouver. Ceci concerne notamment tous les co-financements non trouvés à la fin de l'exercice N, pour des programmes se terminant en N+1 (soit en 2011 pour l'exercice clos au 31.12.10).

Ceci a notamment concerné un programme au Liberia au 31.12.10, pour un montant de 122 K€.

Les provisions pour risques et charges au 31/12/2010 incluent certaines dépenses considérées comme inéligibles suite à un audit de DG ECHO au quatrième trimestre 2010. Les dépenses inéligibles dues aux pièces justificatives manquantes suite à l'expulsion du Soudan Darfour en mars 2009 n'ont pas été provisionnées. En effet, un échange avec de la DG ECHO a confirmé leur accord de ne pas demander le remboursement des dépenses du projet en cours lors de l'expulsion. Il reste en attente la réponse concernant 72.342€ de dépenses sans pièces justificatives issues d'un projet plus ancien. Il s'agit néanmoins de dépenses de l'année 2008 gardées sur place avec l'ensemble des archives 2008 pour répondre aux demandes d'audit et de reporting d'autres bailleurs institutionnels sur place. Il est considéré que ces dépenses ne feront pas l'objet d'une demande de remboursement à la fin du processus d'audit.

## XIV - COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

*Le compte d'emploi des ressources est établi selon les principes dictés par l'article 4 de la loi 91-772 du 7 août 1991 et l'arrêté du 30 juillet 1993. Il fait ressortir l'origine des différentes ressources annuelles de l'association et leurs affectations en emplois.*

*Le règlement CRC 2008-12 homologué par arrêté du 11 décembre 2008 prévoit désormais un cadre normalisateur qui a été appliqué pour la première fois à l'exercice 2009.*

Le compte d'emploi annuel des ressources est présenté en dernière page de la présente annexe. Les données présentées dans le compte d'emploi annuel des ressources sont majoritairement issues directement de la comptabilité générale et/ou analytique de l'association. De façon plus marginale, des clés de répartition ont pu être utilisées afin de ventiler les dépenses au niveau des emplois.

### LES EMPLOIS

Le Compte d'emploi annuel des ressources affiche deux colonnes : les emplois annuels totaux et l'affectation par emplois des ressources collectées auprès du public et utilisées sur l'exercice. Dans les deux cas, les emplois se décomposent en trois rubriques :

- les Missions sociales
- les Frais de Recherche de Fonds
- les Frais de Fonctionnement

Pour les Emplois annuels totaux sont identifiés également les dotations aux provisions et les engagements à réaliser sur ressources affectées.

La colonne « Emplois de 2009 » permet de conserver un comparatif par rapport au dernier exercice.

Les Contributions Volontaires en Nature ne font plus partie intégrante des Missions Sociales mais sont présentées à part en bas du tableau.

### Emplois de 2010

#### Missions Sociales

Les «Missions Sociales» regroupent l'ensemble des charges directes engagées pour chacune des missions humanitaires de SOLIDARITES INTERNATIONAL. Elles sont réparties comme suit :

- Missions Humanitaire à l'international
  - Support aux Opérations
- **Missions Humanitaires à l'international**  
Il s'agit de tous les frais relatifs à la réalisation de l'action sur place. Ils comprennent les ressources humaines expatriées et nationales, les moyens logistiques et les achats de matériels et des fournitures. Les dépenses effectuées sont engagées soit par le siège en France soit par les missions elles-mêmes.

Les dépenses sont affectées aux projets d'aide humanitaire qui font l'objet d'un contrat avec un bailleur institutionnel ou privé ou une affectation spécifique de la générosité publique. Il s'agit également des dépenses opérationnelles complémentaires aux dépenses programmes qui sont financées par la collecte de fonds et qui assurent la continuité des missions ou l'entrée dans un pays en cas d'ouverture.

Les dépenses comprennent également les frais des visites d'assistance technique et de gestion effectuées par le personnel du siège sur le terrain. Elles viennent souvent en complément des autres dépenses opérationnelles et concernent les évaluations pour des interventions dans de nouvelles zones, du suivi opérationnel et du soutien en ouverture et fermeture de mission.

Toutes charges et produits exceptionnels et financiers directement imputables aux missions sont inclus dans cette rubrique. Il s'agit notamment des résultats financiers des missions sur les mouvements de devises et les contrats bailleurs et de l'impact financier des incidents sécuritaires et litiges.

Les dépenses missions humanitaires à l'international sont réparties par mission comme suit :

<b>SOLIDARITES INTERNATIONAL</b>				
2010				
<b>MISSIONS HUMANITAIRES A L'INTERNATIONAL</b>	<b>EMPLOIS 2010</b>	<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE 2010</b>	<b>TOTAL EMPLOIS 2010</b>	<b>TOTAL EMPLOIS 2009</b>
<u>Asie</u>				
Afghanistan	3,110,624	2,850	3,113,473	1,650,879
Bengladesh	905,345	11,760	917,105	912,040
Indonésie	-2,960	0	-2,960	59,826
Myanmar	1,225,740	0	1,225,740	1,832,132
Pakistan	1,115,660	105,963	1,221,623	79,260
Thaïlande	885,360	938	886,298	799,542
<b>Total Asie</b>	<b>7,239,768</b>	<b>121,511</b>	<b>7,361,279</b>	<b>5,333,680</b>
<u>Afrique</u>				
Angola	0	0	0	8,205
Burundi	744,970	0	744,970	1,371,447
Côte d'Ivoire	1,114,285	0	1,114,285	1,430,172
Kenya - Somalie	3,955,033	0	3,955,033	3,793,597
Liberia	1,117,080	0	1,117,080	1,060,524
RCA	1,540,114	27,897	1,568,011	2,174,983
RDC Nord Kivu	5,357,408	1,797,123	7,154,531	8,017,089
RDC Province Orientale	5,047,731	1,862,155	6,909,887	6,544,021
RDC Katanga	2,062,936	2,260	2,065,196	3,027,409
Soudan Darfour	-4,338	0	-4,338	1,750,226
Sud Soudan	1,342,598	0	1,342,598	1,163,583
Tchad	1,342,709	13,678	1,356,387	1,145,894
Zimbabwe	538,552	0	538,552	254,224
<b>Total Afrique</b>	<b>24,159,079</b>	<b>3,703,113</b>	<b>27,862,192</b>	<b>31,741,372</b>
<u>Caraïbes et les Amériques</u>				
Haïti	4,061,228	447,594	4,508,822	0
<b>Total Caraïbes et les Amériques</b>	<b>4,061,228</b>	<b>447,594</b>	<b>4,508,822</b>	<b>0</b>
<u>Europe et Moyen Orient</u>				
<b>Total Europe et Moyen Orient</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL MISSIONS A L'INTERNATIONAL</b>	<b>35,460,075</b>	<b>4,272,218</b>	<b>39,732,293</b>	<b>37,075,052</b>

Le montant par mission des Contributions Volontaires est inclus dans le tableau afin d'apprécier le volume d'activité total pour l'exercice.

- **Support aux Opérations**

Cette rubrique comprend les frais du siège relatifs à la gestion des activités des missions à l'international. Il s'agit notamment des dépenses du service Missions avec les équipes ayant des responsabilités opérationnelles et financières par zone géographique et leur responsable. Il inclut également la cellule technique, la gestion des ressources humaines expatriées et la logistique liée aux missions. Aucun frais de structure (loyers et charges du siège et du stock, assurances, télécommunications) n'est attribué à ce poste.

### **Frais de Recherche de Fonds**

- **Frais d'appel à la générosité du public**

Les «Frais d'appel à la générosité du publique» regroupent l'ensemble des charges directes engagées pour collecter les fonds du public. Il s'agit des

- frais relatifs aux actions de marketing direct auprès du grand public : opérations de fidélisation (donateurs existants) et de prospection (nouveaux donateurs)
- frais de traitement des dons (prestataire informatique, édition et envoi des reçus fiscaux, fournitures et frais d'affranchissement)
- honoraires de l'agence de marketing direct
- salaires et charges et des frais annexes du service de collecte de fonds au siège.

- **Frais de recherche d'autres fonds privés**

Les «Frais de recherche d'autres fonds privés» comprennent les dépenses liées aux opérations de partenariat privé, notamment les salaires et charges des personnes au siège au prorata du temps passé.

- **Frais de recherche de subventions**

Les «Frais de recherche de subventions» comprennent les dépenses liées aux opérations de partenariat public (avec les Agences de l'Eau et les Collectivités en particulier), notamment les salaires et charges des personnes au siège au prorata du temps passé.

### **Les frais de fonctionnement de l'association**

Les «frais de fonctionnement de l'association» sont composés de quatre postes distincts:

- les frais d'information et de communication
  - les frais du siège
  - les charges exceptionnelles
  - les charges financières
- Les «frais d'information et de communication» regroupent l'ensemble des frais de supports de communication ainsi que des campagnes institutionnelles. Il s'agit des frais des sites web - [www.solidarites.org](http://www.solidarites.org) et [www.votregouttedeau.org](http://www.votregouttedeau.org) – la campagne « e-pétition », les événements autour de la journée mondiale d'eau, 50% des frais du journal de l'association, les charges associées avec les supports de communication (dossiers spéciaux etc.) et le rapport annuel. Les salaires et charges et les frais annexes du service communication font aussi partie intégrale de ces frais.
  - Le poste «frais du siège» comprend l'ensemble des frais des services du siège qui ne se trouvent pas déjà dans les rubriques Missions Sociales ou Frais de recherche de Fonds et d'Information et de Communication. Il s'agit des frais de support du siège, les fonctions de direction générale, services généraux, finance, contrôle interne, informatique et accueil et tous les frais de structure (loyers, entretiens, assurances, télécommunications etc.).

- Le poste «charges financières» comprend les intérêts bancaires liés aux comptes bancaires du siège ainsi que les pertes de change résultant de la valorisation en euros des comptes et des caisses US dollars du siège.
- Le poste «charges exceptionnelles» consiste en des charges exceptionnelles du siège, celles résultant des incidents terrain se trouvant en missions à l'international.

Deux autres rubriques dans la partie Emplois suivent le « Total des Emplois de l'Exercice inscrits au Compte de Résultat» :

#### **Dotations aux provisions**

Il regroupe l'ensemble des dotations pour risques : les risques sur contrat bailleurs et les risques sociaux et divers ainsi que les risques de pertes de change latentes. Les dotations concernent les missions et le siège.

#### **Engagements à réaliser sur ressources affectées**

Il s'agit des engagements pris sur les programmes humanitaires en cours qui seront rapportés aux exercices ultérieurs.

En bas de tableau, se trouve la partie non financière de l'activité de SOLIDARITES INTERNATIONAL.

C'est pourtant un indicateur important du volume total d'activité. Il s'agit des **Contributions en Nature** reçues des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes humanitaires et valorisées dans les Emplois de 2010.

Elles concernent principalement les dons reçus de l'UNICEF, pour les distributions non-alimentaires en réponse aux urgences de personnes déplacées, et du PAM, pour les distributions alimentaires. Mais il peut aussi s'agir des semences et des outils, de l'équipement, d'autre matériel de première nécessité et des ressources humaines dans le cadre de partenariats de compétences.

L'activité de bénévolat au sein de SOLIDARITES INTERNATIONAL reste négligeable et n'est valorisée ni en 2010 ni en 2009.

**Le montant du Total Emplois Utilisés en bas de tableau représente l'indicateur clef en termes de volume d'activité annuel pour SOLIDARITES INTERNATIONAL. Il intègre les éléments financiers et non financiers et est utilisé dans les graphiques de communication financière de l'Association.**

#### **Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2010**

Il s'agit d'explicitier pour chaque rubrique la part des Emplois de 2010 qui a été financée par les ressources collectées auprès du public.

La méthode retenue pour cette affectation se fonde sur les principes suivants :

- Les ressources collectées auprès du public peuvent être affectées ou non affectées
- Les subventions institutionnelles se décomposent en deux parties :
  - o en premier, un financement des dépenses directes du projet ;
  - o en deuxième, un pourcentage –variable selon le bailleur de fonds – contribuant aux frais administratifs de l'Association.
- Avec des ressources collectées auprès du public largement inférieures aux ressources institutionnelles, SOLIDARITES INTERNATIONAL a pris le principe d'une affectation prioritaire de ces ressources précieuses.

En pratique, ces principes traduisent en une affectation comme suit :

1. **Les frais d'appel à la générosité du public** viennent en déduction des ressources et établissent les ressources nettes collectées auprès du public. Il s'agit de l'affectation de l'intégralité des dépenses de cette rubrique.
2. **Les Missions à l'International** utilisent en priorité les ressources nettes collectées auprès du public. Il s'agit de l'ensemble des frais de la définition Missions Humanitaires à l'international ci-dessus, à l'exception des dépenses de projets faisant l'objet d'un contrat avec un bailleur institutionnel ou un organisme privé. C'est l'affectation de ressources à cette rubrique qui permet à SOLIDARITES



INTERNATIONAL d'agir en cas de catastrophe naturelle ou grande crise, de financer des projets intégralement ou en partie et qui assure la continuité de missions.

3. **Le résultat de l'exercice** est considéré par SOLIDARITES INTERNATIONAL comme résultant de l'affectation des ressources collectées auprès du public. En conséquence, l'affectation des ressources aux rubriques 4. et 5. augmente ou diminue selon que le résultat est excédentaire ou déficitaire. La participation aux frais administratifs des bailleurs institutionnels ne finance pas l'intégralité des Frais de Fonctionnement et du Support aux Opérations de l'exercice. Elle est donc obligatoirement consommée dans l'exercice et ne participe pas au résultat.
4. Le **Support aux Opérations** est défini comme la priorité suivante, en fonction des ressources restant après affectation aux 1. et 2. et du résultat de l'exercice.
5. Les **Frais de Fonctionnement** arrivent en dernière place dans cette affectation en raison de la participation importante des bailleurs institutionnels et privés.

**Part des acquisitions:** elle est calculée selon le ratio des Ressources nettes collectées auprès du public par rapport aux frais de fonctionnement, aux frais de communication et au résultat de l'exercice 2010. Le pourcentage résultant de ce calcul est appliqué au montant des acquisitions des immobilisations de l'année. La même méthode s'applique au calcul de la part des dotations aux amortissements.

## LES RESSOURCES

Comme pour les Emplois, les Ressources sont affichées en deux colonnes :

- les Ressources Collectées sur 2010
- le Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2010.
- 

Les quatre catégories des Ressources Collectées sur 2010 :

- Ressources Collectées auprès du public
- Autres fonds privés
- Subventions et concours public
- Autres produits

Seule la première catégorie, « Ressources Collectées auprès du public », concerne la colonne « Suivi des ressources collectées auprès du public » et le contenu de cette rubrique est identique pour les deux colonnes.

Les reprises de provisions et le Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs se rajoutent à ces catégories pour arriver au Total Produits.

La colonne «Ressources Collectées sur 2009» permet un comparatif par rapport au dernier exercice.

Les Contributions Volontaires en Nature sont affichées à part en bas du tableau.

### Ressources collectées auprès du public

Les «Ressources collectées auprès du public» comprennent l'ensemble des dons collectés grâce aux opérations de marketing direct et les legs. Il s'agit des dons issus de tous les appels de fonds : par courrier, opération téléphonique, internet et prélèvement automatique. En 2010, le montant apparaissant dans la rubrique « Dons manuels affectés » concerne les fonds collectés pour Haïti suite au tremblement de terre en janvier 2010.

On distingue les dons et les legs affectés des non affectés. L'affectation intervient au moment du don ou du leg selon la demande précisée par le donateur, sans possibilité de réaffectation, sauf accord au préalable de celui-ci. Le mouvement des dons et legs affectés d'un exercice à l'autre apparaît dans la ligne «Variation des fonds dédiés collectés auprès du public».

### Autres fonds privés

Les «Autres Fonds privés» recouvrent les fonds collectés dans le cadre de partenariat avec des entreprises et autres organismes privés (ex. Fondations). Les fonds collectés font l'objet d'un accord spécifique entre l'Association et l'organisme privé qui détermine la nature du soutien. Cela va du projet spécifique à des actions plus larges dans une zone géographique ou un domaine particulier.

### Subventions et concours publics

Les «Subventions et concours publics» comprennent l'ensemble des ressources issues de la recherche de fonds publics et sont détaillées par origine. Les subventions peuvent être perçues par deux canaux : le siège ou les missions directement.

### Autres Produits

Les «autres produits» sont composés de trois postes distincts:

- Autres produits d'exploitation
  - Produits exceptionnels
  - Produits financiers
- 
- Le poste «Autres produits d'exploitation» regroupe les produits de gestion courante (régularisation, différences etc.), les transferts de charges issus de remboursements, principalement de la CPAM, et les remboursements liés aux aides à l'emploi. A fin 2009, SOLIDARITES INTERNATIONAL disposait de deux contrats aidés et un contrat de professionnalisation en cours.
  - Le poste «Produits financiers» comprend les intérêts bancaires sur placements et les gains de change éventuels sur les mouvements en devises au siège.
  - Le poste «Produits Exceptionnels» comprend les produits des cessions d'équipement durable, des remboursements des assurances en cas d'incident exceptionnel (incendie etc.) au siège. Ceux résultant d'actions terrain se trouvent en net des charges dans le rubrique Missions à l'international.

Deux autres rubriques dans la partie Ressources collectées sur 2010 suivent le «Total des Ressources de l'Exercice inscrites au Compte de Résultat» :

### Reprise des Provisions

Il regroupe les reprises de l'ensemble des provisions pour risques ainsi que pour risques de change.

### Report des Ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs

Ce sont les engagements pris sur les programmes humanitaires des exercices antérieurs qui sont consommés dans l'exercice en cours ainsi que les reprises des engagements spécifiques aux contrats en devises.

En bas de tableau se trouvent **Les Contributions Volontaires en Nature**:

Afin de montrer le véritable volume des activités opérationnelles, SOLIDARITES INTERNATIONAL valorise les contributions en nature reçues des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des programmes humanitaires. Ce sont surtout des dons reçus de l'UNICEF pour les distributions non-alimentaire, en réponse aux urgences de personnes déplacées, et du Programme alimentaire mondial (PAM) pour les distributions alimentaires. Est également comprise la valorisation des dons de compétences dans le cadre de projets spécifiques.

**Au final, le montant du Total des Ressources utilisées, en bas de tableau, représente l'indicateur clef en termes de volume d'activité annuel pour SOLIDARITES INTERNATIONAL. Il intègre les éléments financiers et non financiers et est utilisé dans les graphiques de communication financière de l'Association.**

## ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

### 3. TABLEAUX DETAILLES

#### IMMOBILISATIONS

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS				
<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	145,145	6,599		151,744
Immobilisations corporelles	498,758	5,314		504,072
Immobilisations financières	139,733	56,138	41,626	154,244
<b>TOTAL</b>	<b>783,636</b>	<b>68,051</b>	<b>41,626</b>	<b>810,061</b>

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS				
<i>Rubriques</i>	<i>Amortissements cumulés au début d'exercice</i>	<i>Augmentations : dotations de l'exercice</i>	<i>Diminutions d'amortissements de l'exercice</i>	<i>Amortissements cumulés à la fin de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	117,397	15,095		132,492
Immobilisations corporelles	313,978	40,904		354,882
Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>431,375</b>	<b>56,000</b>		<b>487,375</b>

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES				
<i>Rubriques</i>	<i>Amortissements cumulés au début d'exercice</i>	<i>Augmentations : dotations de l'exercice</i>	<i>Diminutions d'amortissements de l'exercice</i>	<i>Amortissements cumulés à la fin de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	375			375
Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>375</b>			<b>375</b>

#### PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

TABLEAU DES PROVISIONS				
<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	284,724	120,126	23,800	381,051
Provisions pour risques de change	7,736	23,956	7,736	23,956
Provisions pour charges				
Provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL</b>	<b>292,460</b>	<b>144,083</b>	<b>31,536</b>	<b>405,006</b>

## CREANCES

### ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2010

Créances	Montant brut	Degré de liquidité	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>	<b>23,876,628</b>	<b>23,876,628</b>	
Bailleurs - débiteurs divers	22,844,256	22,844,256	
Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	73,434	73,434	
Fournisseurs débiteurs	945	945	
Fournisseurs RRR et autres avoirs	26,200	26,200	
Autres débiteurs -	931,793	931,793	
<b>TOTAL</b>	<b>23,876,628</b>	<b>23,876,628</b>	

Les « autres débiteurs » incluent notamment une créance relative à un accord de partenariat en cours à fin d'année 2010 avec l'ONG médicale ALIMA pour un montant de 688K Euros. Cet accord de partenariat reflète le montant de justification de dépense en attente concernant un projet réponse au choléra en Haïti. Ce montant trouve sa contrepartie dans le poste « autres dettes » (cf. ci-après).

## DETTES

### ETAT DES ECHEANCES DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2010

Dettes	Montant brut	Degré de liquidité	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Emprunt obligataires	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissement de crédit dont:	-	-	-
- à deux ans au maximum à l'origine	-	-	-
- à plus de 2 ans à l'origine	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	591,051	591,051	-
Dettes fiscales et sociales	972,759	972,759	-
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés	-	-	-
Subventions à affecter	-	-	-
Avances reçues des bailleurs - Bailleurs créditeurs	301,237	301,237	-
Autres dettes - dont partenariat	746,402	746,402	-
<b>TOTAL</b>	<b>2,611,450</b>	<b>2,611,450</b>	<b>-</b>

Les autres dettes incluent les montants restant à verser aux partenaires opérationnels sur le terrain pour des missions non-clôturées au 31/12/2010 et notamment un montant de 658K€ à venir pour l'ONG médicale ALIMA dans le cadre d'un projet réponse au choléra en Haïti.

## COMPTES DE REGULARISATION

RECAPITULATIF CCA FNP CP PNP ANP								
	Charges Constatées d'Avance	Factures non Parvenues	CP personnel local + Volontaire	CP Salaries + CH 57% SIEGE	Autres Charges sociales à payer SIEGE	Autres Charges fiscales à payer SIEGE	Avoirs Non Parvenu	Produits à Recevoir
SIEGE	53,016	17,633		156,400	119,760			5,570
SIEGE / COMMUNICATION	2,129	4,580				983	17,330	
AFGHANISTAN								5,599
BANGLADESH								
BIRMANIE	8,620							32,745
BURUNDI								
KENYA	29,672	499						
HAITI	863							170,491
LIBERIA	1,327							
RCI	940							
RCA	182							
RDC ITURI NE								
RDC NK NORD KIVU (GO	53,295							7,607
RDC KATANGA	3,567							
SOUDAN								
SUD SOUDAN	4,969							
TCHAD	179							133,066
THAILANDE								
ZIMBABWE	76							
<b>TOTAL</b>	<b>158,836</b>	<b>22,712</b>		<b>156,400</b>	<b>119,760</b>	<b>983</b>	<b>17,330</b>	<b>355,078</b>

## RESULTAT FINANCIER

		Débit	Crédit
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
661000	INTERETS BANCAIRES SIEGE et TERRAIN	21,934	
666000	PERTES DE CHANGE	982,143	
686500	PROVISION POUR RISQUE DE CHANGE	23,956	
	<b>TOTAL</b>	<b>1,028,033</b>	
<b>PRODUITS FINANCIERES</b>			
761000	PRODUITS FINANCIERS		624
764000	REVENUS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		73
766000	GAINS DE CHANGE		1,066,062
768100	INTERETS BANCAIRES SIEGE		564
768800	INTERETS COURUS		61
786500	REPRISE SUR PROVISION POUR RISQUE CHANGE		7,736
	<b>TOTAL</b>		<b>1,075,119</b>
	<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>47,086</b>	

Les pertes de change totales de l'exercice s'élèvent à 982 143 Euros et les gains de change à 1 066 062 Euros. Les intérêts bancaires débiteurs représentent la rémunération des avances de trésorerie (escomptes Dailly) consenties par notre pool de banque (BNP Paribas, Crédit Lyonnais, BFCC, CDC)

## RESULTAT EXCEPTIONNEL

		DEBIT	CREDIT
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
671100	CHARGES EXCEPTIONNELLES TERRAIN	115,284	
671200	DIFFERENCES DE CAISSE TERRAIN	5,167	
672000	CHARGES EXCEPT S/EXERCICES ANTERIEURS	1,111	
678800	CHARGES EXCEPTIONNELLES SIEGE	5,825	
	<b>TOTAL</b>	<b>127,386</b>	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
771000	PRODUITS EXCEPTIONNELS TERRAIN		26,431
771800	CESSION EQUIPEMETS DURABLES BAILLEURS		16,899
772000	PRODUITS EXCEPT S/EXERCICES ANTERIEURS		21,562
775200	PROD CESS° IMMO CORPO		
778800	PRODUITS EXCEPTIONNELS SIEGE		1,691
	<b>TOTAL</b>		<b>66,583</b>
	<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-60,804</b>	

Les produits exceptionnels terrain résultent notamment de la fermeture à fin 2010 de la mission Burundi (vente de matériel, vente d'équipement durable, autre) à hauteur de 22K€, d'autres cessions d'équipement en RDC et en RCI d'une valeur de 13K€ et la clôture d'anciens contrats au Soudan et Indonésie (22K€).

Les charges exceptionnelles sont majoritairement issues des arriérés d'impôts payés au Kenya concernant l'impôt sur la revenue des salariés expatriés (71K€). Il s'agit d'une partie des impôts dus pour la période janvier 2007 – mai 2009. Le solde ainsi que le montant du pour la période 2009 – 2010 a été provisionné au 31/12/2010. Les autres charges concernent surtout différentes pertes et incidents sur les missions et notamment sur les 4 missions en RDC (20K€) et en Haïti (7K€) et des pertes suite à la faillite d'un fournisseur en RCI (5K€).

## EFFECTIFS

Effectif présent au 31/12/2010: 170

Effectif 2010 en équivalent temps plein: 171

Effectif déclaré sur la DADS 2010: 302

EMPLOIS	Emplois de 2010 Compte de résultat	Ratios sur Total	Emplois de 2009 Compte de résultat	Ratios sur Total	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2010	RESSOURCES	Ressources collectées sur 2010 Compte de résultat	Ressources collectées sur 2009 Compte de résultat	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2010
						<b>Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice</b>			<b>1 217 261</b>
<b>Missions sociales</b>						<b>Ressources collectées auprès du public</b>			
Missions Humanitaires à l'international:						Dons manuels non affectés	2 986 872	3 182 546	2 986 872
Asie	7 239 768		5 148 200		151 124	Dons manuels affectés	438 724		438 724
Afrique	24 159 079		26 679 818		334 904	Legs et donations non affectés	66 952	51 984	66 952
Caribbes et les Amériques	4 061 228		0		170 342	Legs et donations affectés			
Europe et Moyen Orient						Autres produits liés à l'appel à la générosité public	2 780	2 180	2 780
Total Missions à l'international:	35 460 075	79,3%	31 828 017	76,0%	656 369	<b>Total Ressources collectées auprès du public</b>	<b>3 495 329</b>	<b>3 236 711</b>	<b>3 495 329</b>
Support aux Opérations	1 243 961	2,8%	1 075 760	2,6%	883 753	<b>Autres fonds privés</b>	<b>1 169 085</b>	<b>181 700</b>	
Missions sociales	36 704 036	82,0%	32 903 777	78,6%	1 540 123	Subventions et concours publics			
Frais de Recherche de Fonds					1 878 710	Financements France	4 131 015	2 320 882	
Frais d'appel à la générosité du public	1 878 710		1 901 265			Financements Union Européenne	21 542 709	13 591 410	
Frais de recherche d'autres fonds privés	34 100		14 341			Financements ONU	13 835 838	10 810 026	
Frais de recherche de subventions	25 408					Financements Coopérations Nationales	2 609 329	741 942	
Frais de recherche de fonds	1 938 219	4,3%	1 915 606	4,6%	1 878 710	Financements Autres	42 118 891	27 464 260	
Frais de Fonctionnement						Subventions et concours publics			
Frais d'information et Communication	296 918	0,7%	277 508	0,7%		Autres produits d'exploitation	37 061	23 752	
Frais du siège	1 266 567	2,8%	1 228 561	2,9%		Produits exceptionnels	1 691	5	
Charges exceptionnelles	6 341	0,0%	4 674	0,0%		Produits financiers	3 305	7 277	
Charges financières	75 208	0,2%	123 065	0,3%		0 Autres produits	42 057	31 034	
Frais de fonctionnement	1 645 033	3,7%	1 633 808	3,9%	0	<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>46 825 362</b>	<b>30 913 704</b>	<b>3 495 329</b>
	40 287 288		36 453 192		3 418 833				
<b>TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT</b>									
Dotations aux provisions	144 083	0,3%	156 701	0,4%		Reprises des provisions	31 535	790 740	
Engagements à réaliser sur ressources affectées (1)	19 448 229		13 871 074			Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	13 099 198	18 620 289	
<b>TOTAL DES EMPLOIS (2)</b>	59 879 600		50 480 967			Variation des fonds dédiés collectés auprès du public	59 956 095	50 324 732	
Excédent	76 495					<b>TOTAL PRODUITS (4)</b>	156 236		
	59 955 095		50 480 967		3 418 833	<b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>	<b>59 956 095</b>	<b>50 480 967</b>	<b>3 495 329</b>
Part des acquisitions 2010					4 847				
Neutralisation des dotations aux amortissements					22 785				
Valeur Nette Comptable					-17 938				
<b>Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>					<b>3 400 896</b>	<b>Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public</b>			<b>3 400 896</b>
						<b>SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE</b>			<b>1 311 694</b>
						<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Missions Sociales	4 272 218	9,5%	5 247 035	12,5%		Bénévolat			
Frais de recherche de fonds	34 116	0,1%	17 927	0,0%		Dons en nature : Alimentaire	13 678	519 123	
Frais de fonctionnement	4 306 335	9,6%	5 264 962	12,6%		Dons en nature : Non Alimentaire	4 217 202	4 614 674	
<b>TOTAL CONTRIBUTIONS EN NATURE (3)</b>						Prestations de service	75 455	131 165	
	64 262 430		55 745 929			<b>TOTAL CONTRIBUTIONS EN NATURE (5)</b>	4 306 335	5 264 962	
<b>TOTAL EMPLOIS</b>						<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>	<b>64 262 430</b>	<b>55 745 929</b>	
<b>TOTAL EMPLOIS UTILISES (2) + (3) - (1)</b>	44 737 705	100,0%	41 874 855	100,0%		<b>TOTAL DES RESSOURCES UTILISEES (4) + (5) - (1)</b>	44 814 201	41 718 619	